

La musique Klezmer ne doit pas être instrumentalisée par un Etat-voyou

Communiqué de la Campagne BDS France

Paris, le 20 Septembre 2015

La prochaine édition du festival Jazz 'n' Klezmer aura lieu à Paris du 11 novembre au 1er décembre 2015.

Cette année encore, la campagne BDS France (Boycott, Désinvestissements et Sanctions contre l'État israélien tant que celui-ci ne respectera pas le droit international) dénonce le partenariat de ce festival avec l'ambassade d'Israël.

Aujourd'hui, le gouvernement israélien continue et intensifie sa politique de colonisation en Palestine (plus de 200 colonies à ce jour) et ce, en dépit de nombreuses résolutions de l'ONU. Il continue la construction d'un mur monstrueux sur des centaines de kilomètres, encerclant et volant ce qu'il reste de terre palestinienne, à l'encontre de l'avis de la Cour Internationale de Justice.

C'est ce même gouvernement qui viole régulièrement les droits humains et le droit international humanitaire, en particulier lors de ses attaques contre Gaza, qui continue à mener une politique d'apartheid envers les Palestiniens d'Israël, avec plus de 50 lois discriminantes, et qui refuse tout droit au retour des réfugiés palestiniens en dépit d'un droit reconnu par les Nations Unies.

Comment dès lors envisager un partenariat culturel avec l'ambassade d'Israël, qui représente et véhicule ces valeurs d'intolérance et de non-respect du droit international ?

L'idée sur laquelle s'appuie ce festival est pourtant intéressante: établir un pont entre deux musiques aux racines populaires, le jazz et la musique Klezmer, musique qui s'était développée avant la seconde guerre mondiale en Europe de l'Est au sein de la culture et de la langue juive qu'était le yiddish.

Ce que nous dénonçons, c'est l'instrumentalisation de cet événement par le gouvernement d'Israël, et à travers cela, la

tentative de blanchiment du régime israélien d'apartheid, qui se sert de la culture pour tenter de redorer son image.

La campagne BDS France n'appelle pas à boycotter les artistes en tant qu'individus, mais à boycotter les événements artistiques produits en parrainage avec des institutions israéliennes. Cette campagne répond à un appel de la société civile palestinienne, dans le but de faire pression sur le gouvernement israélien afin qu'il se mette en conformité avec le droit international.

Nous constatons cette année, comme l'an dernier, que le KKL, instrument de dépossession du peuple palestinien, du vol de ses terres, et qui participe actuellement à l'expulsion des Bédouins de leurs terres ancestrales, ne figure plus parmi les sponsors. C'était l'une de nos revendications et nous nous en félicitons.

Nous demandons toutefois aux organisateurs et aux sponsors de rejeter également le partenariat de l'ambassade d'Israël, et de refuser cette instrumentalisation politique d'un Etat qui viole le droit international en toute impunité et dont la politique est contraire aux valeurs universelles de justice et d'égalité.

La campagne BDS France

campagnebdsfrance@yahoo.fr

<http://www.bdsfrance.org/>

Des militants perturbent la fête « Tel Aviv Plage » à Berlin

Ali Abunimah – The Electronic Intifada – 31 août 2015

Vidéo : Allemagne : des militants pro-Palestine forment un

cordon de contestation devant la fête « Tel Aviv Plage » à Berlin:

<https://www.youtube.com/watch?v=m7iUSrZMYZg>

Des militants à Berlin ont bloqué l'entrée d'une fête « Tel Aviv Plage » dans le district de Kreuzberg dans la capitale allemande, dimanche.

La vidéo ci-dessus montre la police en train de déloger par la force les manifestants pacifiques alors qu'ils crient « *Les racistes, hors de l'Allemagne* » et « *Boycott Israël* ».

Cela se passe quelques semaines après que des centaines de manifestants à Paris ont transformé une même fête « Tel Aviv Plage » sur les bords de Seine en un désastre de relations publiques pour Israël.

« *La face souriante du sionisme* »

L'évènement de dimanche, mettant en vedette les DJ israéliens, les cadeaux, les « rayons de produits israéliens » et les massages était présenté par son sponsor comme une célébration de Tel Aviv et des « *différents aspects de la liberté que cette ville magnifique défend* ».

La plage de Tel Aviv en particulier était décrite comme l'endroit où « *l'ensemble de ses habitants se mettent à l'abri des épreuves de la vie quotidienne (sic)* ».

« *Et ainsi, si Berlin, pour l'Allemagne, est ce que Tel Aviv (est) pour Israël, nous essayons encore de relier les deux, un beau dimanche après-midi de belles musiques et de beaucoup, beaucoup de bonnes choses* », déclare l'annonce promotionnelle.

« *Nous avons choisi de perturber la fête de « Tel Aviv Plage » car nous devons opposer une résistance aux campagnes de propagande du sionisme* », déclarent les militants qui participaient à la manifestation, dans une déclaration adressée à *The Electronic Intifada*.

La propagande israélienne, ou *hasbara*, peut prendre de nombreuses formes, note la déclaration, et notamment celle « *d'évènements culturels faisant la promotion de la « culture libérale » ou de la « gay-friendly » d'Israël, désignées aussi sous les termes de whitewashing (propagande pour blanchir les crimes) et de pinkwashing (récupération à des fins propagandistes des questions homosexuelles) ».*

« *La classe moyenne, libérale, de Tel Aviv est la face souriante du sionisme »*, indique la déclaration. « *Les restaurants de luxe de Tel Aviv, ses bars hipster (pour jeunes cools se disant à contre-courant) et ses entreprises high-tech sont les lieux de vie de ces pilotes qui enflamment Gaza. »*

« *Elle offre aux Israéliens et aux touristes – mais bien sûr pas aux réfugiés palestiniens ni aux habitants de la Cisjordanie et de Gaza – la chance de s'asseoir sur ses magnifiques plages et leur fait oublier qu'ils sont des occupants »*, ajoute la déclaration.

Photo 2 : La police allemande déloge les militants de l'entrée de la fête « Tel Aviv Plage » à Berlin, le 30 août. (Anne Paq ActiveStills)

Les militants critiquent également le quartier où a lieu l'évènement dans la capitale allemande : « Faire venir une « fête de Tel Aviv » au cœur même d'un quartier de migrants à Berlin, présenter des plats palestiniens comme de la nourriture israélienne authentique dans un restaurant chic hors de portée de la bourse de la plupart de ses résidents de la classe laborieuse, le tout au nom d'un « multiculturalisme » qui signifie simplement la préservation des privilèges racistes – c'est plus qu'indécent ». (Lire la déclaration intégrale ci-dessous)

Ces dernières années, des milliers de jeunes Israéliens ont aménagé dans l'ancienne capitale nazie.

Les liens avec l'

La « fête de la plage » était parrainée par Habait, qui se présente comme un « projet indépendant unique, conçu pour promouvoir la culture contemporaine israélienne à Berlin ».

La publicité pour l'évènement de dimanche ne fait mention d'aucun parrainage officiel par l'ambassade israélienne. Mais



les militants de Berlin pensent qu'il s'agit d'une tactique trompeuse visant à échapper aux manifestations.

Les militants affirment à *The Electronic Intifada* avoir constaté la présence d'agents en civil de la sécurité israélienne, ce qui montre bien, à leur point de vue, que cela est coordonné avec l'ambassade et que celle-ci soutient.

L'ambassade avait également fait auparavant la promotion de l'évènement sur ses comptes de médias sociaux, et elle a diffusé des photos de la fête elle-même.

L'année dernière, l'évènement a été explicitement coparrainé par l'ambassade israélienne, dont le logo était très en vue sur le matériel de propagande 2014.

En 2012, certaines de ces mêmes militants qui participaient à cette manifestation ont perturbé un concert Habait organisé pour recueillir des fonds pour le Fonds national juif (FNJ).

Le FNJ est une entité soutenue par l'État israélien, qui participe directement à la purification ethnique et à la colonisation de la terre palestinienne dans toute la Palestine historique, sous couvert souvent d'initiatives écologiques.

Plus tôt cet été, les militants ont chahuté l'ambassadeur israélien Yakov Hadas-Handelsman, alors qu'il tentait de prononcer une allocution de propagande en faveur des homosexuels, présentant Israël comme un havre pour les LGBT, lors d'un évènement gay à Berlin.

La déclaration intégrale des militants de Berlin

La face souriante du sionisme

Déclaration à propos de la perturbation de la fête « Tel Aviv Plage » à Berlin, le 30 août 2015 :

Les organisateurs de la fête « Tel Aviv Plage » de cette année (sans honte renommée « Tel Aviv-Jaffa » en tentant ironiquement de dépolitiser l'évènement, accentuant seulement la colonisation de la Palestine), aimeraient se voir eux-mêmes comme des non-politiques.

Leur ville est une ville avec « *différents aspects de la liberté* », où « *l'ensemble de ses habitants se mettent à l'abri des épreuves de la vie quotidienne* ». Ce sont des gens bien, irréprochables et purs. Ils sont venus à Berlin afin de ne pas voir l'occupation de la Palestine, laquelle après 68 ans est devenue une tâche qui gâche leur magnifique vue sur la « *merveilleuse plage* » de Tel Aviv.

Certains sont même apparemment prêts à donner leur obole à des organisations de droits de l'homme libérales de leur choix, qui l'utiliseront pour soutenir encore plus une situation insoutenable. Ils souhaitent promouvoir une culture de « *conception libérale des droits de l'homme et de la liberté* ». Ils aimeraient se voir eux-mêmes comme une partie de la solution, depuis qu'ils préfèrent danser à Berlin plutôt que de brûler les bébés en Cisjordanie. Ils refusent de voir qu'ils sont le problème.

La classe moyenne, libérale, de Tel Aviv est la face souriante du sionisme, aveuglant le monde avec la blancheur de ses dents pendant que ses pieds bottés maintiennent fermement le cou du peuple palestinien. Les restaurants de luxe de Tel Aviv, ses bars hipster (pour jeunes cools se disant à contre-courant) et ses entreprises high-tech sont les lieux de vie de ces pilotes qui enflamment Gaza, des sociétés qui tirent profit de la colonisation de la Palestine, des artistes qui font danser et chanter le monde et oublier qu'au-dessous, des ordres de mort sont donnés devant des écrans dans des bunkers enfouis.

Le tourisme de Tel Aviv, ses fières parades, ses marchés boursiers sont les bijoux brillants qu'Israël présente au monde pendant que ses incursions militaires traversent les

villages de Cisjordanie, pendant que sa police secrète détient des militants pendant des mois d'affilée sans inculpation dans ses cellules, pendant que son système judiciaire justifie la purification ethnique et le vol de la terre. Tel Aviv est le cœur qui bat du sionisme. Elle offre aux Israéliens et aux touristes – mais bien sûr pas aux réfugiés palestiniens ni aux habitants de la Cisjordanie et de Gaza – la chance de s'asseoir sur ses magnifiques plages et leur fait oublier qu'ils sont des occupants.

Nous sommes ici pour leur rappeler cela.

Nous avons choisi de perturber la fête de « Tel Aviv Plage » car nous devons opposer une résistance aux campagnes de propagande du sionisme. Cette propagande, surnommée *hasbara* (explication) par l'État, a de nombreux visages. Elle peut prendre la forme de généraux de l'armée et de politiciens interviewés sur CNN, justifiant les crimes de guerre avec une rhétorique biblique. Elle peut prendre aussi celle de milliardaires américains utilisant leur capitaux contre les organisations de solidarité avec la Palestine dans les campus universitaires. Elle peut encore prendre celle d'évènements culturels faisant la promotion de la « culture libérale » ou de la « *gay-friendly* » d'Israël, désignés aussi sous les termes de *whitewashing* (propagande pour blanchir les crimes) et de *pinkwashing* (récupération à des fins propagandistes des questions homosexuelles) ».

Ces dernières années, en raison du succès montant des campagnes du mouvement mondial pour le boycott, le désinvestissement et des sanctions (BDS), de plus en plus d'évènements qui étaient habituellement parrainés ouvertement par le gouvernement israélien semblent soudain auto-organisés et indépendants, afin de ne pas être boycottables en vertu des lignes directrices du BDS. Mais n'importe quelle recherche sur Internet montre les liens passés des organisateurs de la fête de « Tel Aviv Plage » avec l'État israélien ou avec le FNJ, son principal organe de purification ethnique.

C'est pour ces raisons que cette propagande doit être combattue, même si elle ne rentre pas dans les catégories visées par la campagne BDS. Faire venir une « fête de Tel Aviv » au cœur même d'un quartier de migrants à Berlin, présenter des plats palestiniens comme de la nourriture israélienne authentique dans un restaurant chic hors de portée de la bourse de la plupart de ses résidents de la classe laborieuse, le tout au nom d'un « multiculturalisme » qui signifie simplement la préservation des privilèges racistes – c'est plus qu'indécent. Ça ne doit pas passer.

Ils nous rappellent les antisémites. Pour ceux d'entre nous qui sont juifs, ils vont dire qu'ils ont la haine de soi. Mais nous allons continuer à pointer du doigt les mensonges de leur propagande. Et le monde verra à travers la face souriante du sionisme.

Militants de solidarité avec la Palestine, août 2015.

Source :

<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/activists-disrupt-tel-aviv-beach-party-berlin>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

**Photo : Des militants bloquent l'entrée de la fête « Tel Aviv-Jaffa Plage » à Berlin, le 30 août.
(Anne Paq ActiveStills)**

Communiqué BDS France : « Tel

Aviv Sur Seine » a pris l'eau !

Jeudi 13 Août 2015, la honte s'est abattue sur Paris, qui a importé la politique d'apartheid ultra-militarisée qui caractérise autant Tel Aviv que toutes les autres villes israéliennes. Le colossal dispositif de sécurité visible jeudi 13 août, qui succède à une semaine de condamnations de cette grave erreur politique de la part d'Anne Hidalgo et de son équipe, marque déjà l'échec de l'initiative Tel Aviv sur Seine.

PHOTOS: <https://goo.gl/photos/kL5CyRKSYSYP73Wam9>
target= »_blank »><https://goo.gl/photos/kL5CyRKSYSYP73Wam9>

Grâce à un service d'ordre musclé et raciste, assuré par les fascistes de la Ligue de Défense Juive, seules quelques personnalités triées sur le volet, ainsi que de nombreux journalistes, ont pu « profiter » de cet espace que leur avait alloué la Mairie de Paris pour leur tentative de blanchiment de la « marque » Israël. Leur entreprise de propagande s'est transformée en une magnifique tribune offerte à la critique de la colonisation, de l'apartheid et des crimes de l'État israélien et a suscité une importante mobilisation.

Interdits d'entrer, comme les Palestiniens dans les checkpoints en Palestine occupée, et malgré les tentatives des CRS pour les en empêcher, une cinquantaine de militant.e.s de BDS France s'est lancée dans une action directe en déployant une banderole « Apartheid Sur Seine » sur le pont d'Arcole tout proche. Plusieurs associations ont participé à cette action (Ensemble, PIR, NPA,, Solidaires, CNT, Les Désobéissants, UJFP et autres...), toutes adhérentes à la Campagne BDS France.

L'action s'est poursuivie pendant une heure et demi, se rendant jusqu'à la place du Chatelet, en passant par les quais

et la place de l'Hôtel de Ville. Les militant.e.s brandissaient des pancartes, certaines reprenant le très beau dessin que le dessinateur Tardi avait offert en solidarité, et se faisaient entendre grâce à des slogans: Apartheid Sur Seine! Checkpoint Sur Seine! Israël Criminel, Anne Hidalgo Complice! Gaza, Gaza: On N'oublie Pas!, Gaza, Gaza, Paris Est Avec Toi! Israël Apartheid: Boycott! Free Free Palestine!

La Campagne BDS France se félicite du total échec de cette opération de propagande et continuera à se mobiliser contre toute les initiatives de blanchiment de l'apartheid israélien.

Apartheid Sur Seine !

Gaza, Gaza, on oublie pas !

Boycott Israël Apartheid !

La Campagne BDS France

www.bdsfrance.org

campagne@yahoo.fr

BDS France Campaign communique

14 August 2015

The sinking of "Tel Aviv on the Seine"

Thursday 13 August was a day when shame fell on Paris, the city which chose to import the ultra-militarised apartheid policies that are characteristic of Tel Aviv and all other Israeli cities. The colossal police presence visible on Thursday, coming after a week of widespread condemnation of the serious political error of mayor Anne Hidalgo and her assistants, already displayed the failure of the "Tel Aviv on the Seine" operation.

Thanks to the strong-arm, racist tactics of a security squad provided by the fascist Jewish Defence League, only a few hand-picked personalities, as well as several journalists, were allowed to visit the riverside space that Paris City Hall had allotted to the attempt to whitewash the Israel "brand". But this widely criticised propaganda exercise turned into a magnificent platform for the denunciation of Israel's

colonisation, its apartheid system and its state crimes. Forbidden to enter the space, just like Palestinians at the checkpoints in Occupied Palestine, some fifty BDS France activists carried out a demonstration on the Arcole bridge just nearby, despite efforts by the riot police to prevent it, and displayed an "Apartheid on the Seine" banner. Several organisations and political parties were represented in the action, including Ensemble, Parti des Indigènes de la République, Nouveau Parti Anticapitaliste, the unions Solidaires and Confédération National du Travail, and Les Désobéissants, all of which adhere to the BDS France Campaign.

Photographs: <https://goo.gl/photos/kL5CyRKSYSP73Wam9>

After the demonstration on the bridge, the action continued for a further hour, on the forecourt of Paris City Hall and along the quays towards the place du Chatelet, a central square. The activists brandished placards, some showing the drawing designed in solidarity by the famous illustrator Tardi, and all the while loudly chanting slogans: Apartheid on the Seine! Checkpoint on the Seine! Gaza, Gaza, we don't forget! Gaza, Gaza, Paris is with you! Boycott Israeli Apartheid! Free Free Palestine!

The BDS France Campaign is delighted that this propaganda event was a total failure and will continue to act against any attempts to whitewash Israeli apartheid.

BDS France Campaign

www.bdsfrance.org

campagne@yahoo.fr

Tel Aviv Sur Seine : Action

BDS Jeudi 13 Août à Paris

Une cinquantaine de militant-e-s de la Campagne BDS France (avec notamment des camarades d'Ensemble, du PIR, NPA, Solidaires, CNT, Collectif Anti-fasciste CAPAB..) ont dérangé l' #ApartheidSurSeine ce jeudi 13 août à travers une action BDS pour dénoncer l'opération de propagande « Tel Aviv Sur Seine », qui a définitivement échoué!

PHOTOS ici : <https://goo.gl/photos/kL5CyRKSYSP73Wam9>

Près du pont d'Arcole et à proximité de « Tel Aviv Sur Seine », que l'on peut rebaptiser « Check-points Sur Seine », les militant-e-s ont bénéficié d'une grande visibilité, et ont déployés une banderolle « Apartheid Sur Seine », tee shirts et visuels avec notamment celui réalisé par le dessinateur Tardi pour dénoncer cette propagande.



Apartheid Sur Seine! Israël Criminel, Anne Hidalgo COMPLICE!
Gaza, Gaza: On oublie pas!, Check-points Sur Seine !, Israël
Apartheid: Boycott ! Gaza, Gaza, Paris est avec toi! Free Free
Palestine ! pouvait t-on entendre dans les rues de Paris

aujourd'hui.

Après l'action, une manifestation avec environ 150 personnes a permis de faire entendre davantage la contestation de cette provocation, un an après le dernier massacre israélien à Gaza.

« Tel Aviv Sur Seine » à définitivement pris l'eau aujourd'hui !

« Tel Aviv Sur Seine » : Communiqué du BNC

Le mouvement BDS condamne la complicité, honteuse pour la « ville des lumières », de la Mairie de Paris dans la banalisation du terrorisme israélien.

Palestine occupée, 11 août 2015 – Le comité national palestinien du mouvement de Boycott, de Désinvestissement et de Sanctions d'Israël (BDS) condamne la décision de la Mairie de Paris d'organiser une journée festive « Tel Aviv sur Seine ». Il appelle les populations palestiniennes et arabes ainsi que les forces progressistes partout dans le monde à protester pacifiquement devant les ambassades et les représentations françaises afin de faire la pleine lumière sur cette nouvelle complicité officielle française revenant à couvrir les crimes et le terrorisme israéliens.

Ce festival de pure propagande en faveur d'Israël est prévu jeudi prochain dans la capitale française malgré la forte opposition de la part du mouvement de soutien à la cause palestinienne en France et dans le monde. Le but de cette journée qui sera émaillée de performances musicales israéliennes et au cours de laquelle seront servis des mets

populaires arabes présentés comme israéliens, est de renforcer la coopération entre les Mairies de Tel Aviv et de Paris et de promouvoir le tourisme en Israël.

Cette célébration de Tel Aviv par la Mairie « socialiste » de Paris au moment même où le gouvernement de Tel Aviv intensifie la colonisation des terres palestiniennes, le nettoyage ethnique du peuple palestinien de Jérusalem, du Naqab et de la vallée du Jourdain, le blocus de Gaza, l'incitation au racisme qui nourrit le terrorisme fondamentaliste juif, et les lois racistes extrémistes, comme la loi sur l'alimentation forcée des prisonniers, ne peut être autrement comprise par le peuple palestinien que comme une complicité française avec les crimes d'Israël et de son régime raciste d'occupation et de colonisation.

Ce festival de propagande en faveur du régime colonial correspond également au premier anniversaire du massacre commis par les forces d'occupation à Gaza l'été dernier.

Notre peuple et les forces progressistes dans le monde se demandent comment Paris peut célébrer ainsi Tel Aviv quelques semaines seulement après l'horrible crime commis par des terroristes juifs israéliens qui ont brûlé vif le bébé Ali Dawabsha et sa famille, crime qui comme tous ceux commis par des colons, a été couvert par l'armée et l'appareil sécuritaire d'occupation, et est un prolongement naturel du terrorisme d'état que perpétue Israël envers notre peuple et nos enfants partout et cela depuis des décennies.

Le mouvement international de Boycott, de Désinvestissement et de Sanctions (BDS) continuera sa lutte dans le but d'isoler Israël académiquement, culturellement, économiquement et militairement, jusqu'à ce que notre peuple, dans toutes ses composantes, accède à son droit inaliénable d'auto-détermination, ce qui implique la fin de l'occupation et du régime d'Apartheid israélien et le retour des réfugiés dans leurs maisons dont ils ont été expulsés depuis la Nakba de

1948.

Le comité national palestinien pour le boycott d'Israël

<http://www.bdsmovement.net/>

Tel Aviv sur Seine : des citoyens israéliens demandent l'annulation à la mairie de Paris

Nous sommes des citoyens israéliens qui militons contre la politique de racisme, d'occupation et d'apartheid de notre gouvernement. Un an plus tôt, presque deux mille personnes ont été massacrées par l'armée israélienne à Gaza, dont 500 enfants. Quatre garçons de Gaza ont été déchiquetés par des missiles alors qu'ils jouaient au football sur la plage de Gaza.

Le massacre de Gaza par les Israéliens a été orchestré depuis le centre de Tel Aviv dans le complexe 'Kyria' où sont situés le Ministère de la Défense et le Commandement Général des FDI. Qui plus est, la majeure partie de l'industrie militaire high-tech d'Israël qui développe les armes utilisées contre les civils palestiniens et les enfants palestiniens se trouve à Tel Aviv.

Des exemples de propagande tels que ce « Tel Aviv plage » sur la Seine ont pour but de blanchir les crimes de l'an dernier de notre gouvernement et de fournir un soutien politique à ceux qui sont en cours.

Nous exhortons la municipalité de Paris à annuler immédiatement ce honteux événement.

Source : <http://boycottisrael.info/node/233>

Israeli citizens against “Tel Aviv on the Seine”

We are Israeli citizens, active against our government's policies of racism, occupation, and Apartheid. One year ago, nearly two thousand people were massacred by the Israeli army in Gaza, including 500 children. Four boys in Gaza were torn apart by Israeli missiles as they were playing football on the beach in Gaza. The Israeli massacre in Gaza was orchestrated from the middle of Tel Aviv, at the 'Kirya' compound, where the Ministry of Defense and the IDF General Command are situated. Moreover, most of Israel's military hi-tech industry, developing the weapons used against Palestinian civilians and Palestinian children, is based in Tel Aviv. Propaganda events such as this « Tel Aviv Beach » on the Seine are intended to whitewash our government's last year's crimes last year, and provide political support for its ongoing ones. We call on the Municipality of Paris to cancel this shameful event immediately.

Boycott! Supporting the Palestinian BDS Call from Within
<http://boycottisrael.info/>

Un an après le massacre de

Gaza, la « plage de Tel Aviv » à Paris suscite l'indignation

[Ali Abunimah](#) – 7 Août 2015

En France, les militants solidaires de la Palestine manifestent leur indignation face à la création d'une « plage de Tel-Aviv » à Paris pour promouvoir Israël. Pendant quelques heures le 13 août, une section de rive de la capitale française près du pont d'Arcole va être transformée en « Tel-Aviv sur Seine », complet avec stands de falafels et « vie nocturne israélienne ».

[D'après Coolisraël](#), un site qui promeut Israël au public francophone, cet événement de propagande est un projet conjoint des municipalités de Paris et de Tel-Aviv. Tel-Aviv sur Seine aura lieu à « [Paris Plage](#) », une imitation de plage que la ville met en place pendant l'été.

Lionel Choukroun, directeur d'Agence Culturelle, la société productrice de l'événement, [a dit](#) que l'idée est de « faire vivre aux Parisiens et aux touristes l'expérience de Tel Aviv sans s'y déplacer ». L'ambassade d'Israël à Paris [fait une large promotion de Tel Aviv sur Seine sur sa page Facebook](#) et sur Twitter.

Massacre sur la plage

L'an dernier en août, Israël était au milieu d'une attaque de 51 jours contre Gaza, lâchait [l'équivalent d'une bombe atomique](#) sur le territoire assiégé, [tuait plus de 2200 personnes dont 551 enfants](#) et causait une dévastation totale.

Pendant que les gens faisaient la fête sur les pages de Tel-Aviv, des enfants palestiniens [étaient massacrés par les obus](#)

[israéliens à quelques kilomètres de là sur la plage de Gaza](#). Un an plus tard, les bombes israéliennes terrifient toujours Gaza. Mercredi, un [obus israélien non détonné à explosé, déchiquetant une maison près de Rafah](#). Quatre membres de la famille Abu Nukira furent tués par l'explosion, des dizaines d'autres Palestiniens furent blessés.

« Festive »

La municipalité de Paris envoie une réponse standard aux citoyens qui expriment leur indignation par e-mail à la maire [Anne Hidalgo](#) à propos de Tel Aviv sur Seine. La réponse de la ville, dont The Electronic Intifada a vu une copie, déclare : « Ce jour de fête ouvert à tous souligne les liens culturels et high-tech forts entre Paris et [Tel-Aviv]. » La municipalité dit que le projet a été conçu en conséquence de la visite d'Hidalgo en mai dans l'Israël actuel et en Cisjordanie occupée.

Elle ajoute – dans cette sorte d'équilibre [que rejette](#) la Campagne palestinienne pour le Boycott académique et culturel d'Israël – que Paris prévoit de poursuivre « des partenariats avec Bethléem » en Cisjordanie occupée, « dans le domaine du traitement des eaux ».

« Provocation »

[BDS France](#), une coalition nationale qui soutient la campagne palestinienne de boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël, a dénoncé Tel-Aviv sur Seine.

« Un an après l'opération 'Bordure de protection' sur Gaza où Israël a assassiné plus de 2200 personnes dont 500 enfants selon les Nations Unies, moins d'un mois après le vote par le parlement israélien autorisant l'alimentation forcée des prisonniers, une semaine après les dernières violences coloniales qui viennent de brûler vifs tous les membres de la famille Dawabshah à Douma en Cisjordanie tuant le petit Ali

Dawabshah de 18 mois, l'incursion de Tel Aviv dans Paris plage constitue une véritable provocation », [déclare](#) BDS France.

« Tel-Aviv n'est pas une ville comme les autres, » ajoute BDS France, « elle est construite au-dessus des ruines de sept villages palestiniens ».

BDS France a appelé à envoyer des emails à l'Hôtel de Ville de Paris et à laisser des commentaires sur la [page Facebook de la maire Hidalgo](#).

Il y a peut-être de l'ironie involontaire dans le souhait des organisateurs de l'événement de donner aux parisiens à goûter Tel-Aviv sans qu'ils y soient vraiment. Ceci pourrait être leur seul moyen de faire l'expérience d'Israël étant donné que [les touristes s'en détournent massivement](#) depuis l'attaque de Gaza l'été dernier.

Traduction: JPB pour BDS France

Source: Electronic Intifada:

<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/tel-aviv-beach-paris-sparks-outrage-year-after-gaza-slaughter>

Photo : Image promotionnelle pour « Tel-Aviv sur Seine » montrant à quoi ressemblera le secteur de Paris réaménagé en plage israélienne.

« Tel Aviv-sur-Seine » : Non

au blanchiment par la Mairie de Paris de l'apartheid israélien

Paris, le 7 août 2015

La Campagne BDS France dénonce la collaboration de la Mairie de Paris à une nouvelle opération de la Hasbara israélienne (services de propagandes) à travers « Tel Aviv sur Seine » annoncé à Paris Plage le 13 août prochain.

Un an après l'opération « bordure de protection » sur Gaza où Israël a assassiné plus de 2200 personnes dont 500 enfants selon les Nations Unies, moins d'un mois après le vote par le parlement israélien autorisant l'alimentation forcée des prisonniers, une semaine après les dernières violences coloniales qui viennent de brûler vifs tous les membres de la famille Dawabshah à Douma en Cisjordanie tuant le petit Ali Dawabshah de 18 mois, l'incursion de Tel Aviv dans Paris plage constitue une véritable provocation.

Imposer le pouvoir colonial sur les quais de la Seine dans une parodie grotesque de la « bulle » où sont enfermés les habitants de Tel Aviv, c'est vouloir nous imposer ce modèle de la ségrégation, de la discrimination et de la violence contre les populations civiles.

Un modèle que la campagne BDS refuse. Avec l'appel palestinien au Boycott Désinvestissement Sanction, elle choisit de boycotter la violence coloniale et toutes ses institutions.

Tel Aviv n'est pas une ville comme les autres. Construite sur les ruines de 7 villages palestiniens, elle est la capitale reconnue internationalement de l'Etat d'Israël : elle symbolise donc la politique de cet Etat.

Par la très faible présence d'habitants palestiniens, elle marque la volonté du régime israélien de se débarrasser de la population autochtone de la Palestine.

Célébrer Tel Aviv aujourd'hui à Paris, c'est tenter de normaliser la situation de colonisation, d'apartheid et d'épuration ethnique que subit le peuple palestinien.

Quiconque est soucieux des droits humains ne peut le supporter.

La mairie de Paris impose cette opération aux Parisien-nes qui ne sont pas d'accord avec sa collaboration et sa complicité.

Paris Plage devrait être une image du vivre ensemble dans l'égalité et le respect des droits de chacun et non pas celle d'un jumelage avec l'apartheid israélien !

Adressez vos protestations à la Mairie de Paris:

Page facebook d'Anne Hidalgo
: <https://www.facebook.com/HidalgoAnne?ref=ts&fref=ts>

http://next.paris.fr/pro/Portal.lut?page_id=9599&document_type_id=12&document_id=10737&portlet_id=24224

<http://www.paris.fr/actualites/paris-plages-2015-2688>

La Campagne BDS France

www.bdsfrance.org

campagnebdsfrance@yahoo.fr

“Tel Aviv-on-the-Seine” – NO to the whitewashing of Israeli apartheid by Paris City Hall

Paris, 7 August 2015

The BDS France Campaign denounces the Paris City Hall's collaboration in the latest Israeli propaganda exercise: on 13 August, Paris Plage, the simulated beach that the city sets

up each summer on the banks of the river Seine, will be turned into "Tel Aviv-on-the-Seine".

One year after Israel's war on Gaza, with the massacre of more than 2,200 Palestinians including 500 children according to UN figures, less than one month after the Israeli parliament voted to authorize the force-feeding of prisoners, one week after the latest colonial violence burned alive members of the Dawabsha family in Duma in the occupied West Bank killing 18-month-old baby Ali, the incursion of Tel Aviv on to Paris Plage is a downright provocation.

Imposing the colonial power on to the banks of the Seine, in a grotesque parody of the bubble in which the Tel Aviv inhabitants live, is a desire to impose upon us a model of segregation, discrimination and violence against civilian populations.

It is a model rejected by the BDS Campaign which, following the Palestinian Boycott-Divestment-Sanctions appeal, chooses to boycott this colonial violence and all of its institutions. Tel Aviv is not a city like any other. It is built on top of the ruins of seven Palestinian villages, it is the internationally recognized capital of the State of Israel and thus symbolizes the policies of that state.

By its very small number of Palestinian inhabitants, Tel Aviv displays the Israeli regime's wish to get rid of the indigenous population of Palestine.

To celebrate in Paris the city of Tel Aviv is an attempt to normalize the system of colonization, apartheid and ethnic cleansing endured by the Palestinian people.

Anyone who is concerned about human rights will find this intolerable.

The Paris City Hall is imposing this operation upon the Parisians who oppose its collaboration and collusion.

Paris Plage should be an example of living together in equality and respect for the rights of all, not that of the city being twinned with Israeli apartheid!

Send your protests to Paris City Hall: [Facebook page of Mayor Anne Hidalgo](#)
: <https://www.facebook.com/HidalgoAnne?ref=ts&fref=ts>

http://next.paris.fr/pro/Portal.lut?page_id=9599&document_type_id=12&document_id=10737&portlet_id=24224 <http://www.paris.fr/actualites/paris-plages-2015-2688>

BDS France Campaign
www.bdsfrance.org
campagnebdsfrance@yahoo.fr

Elbit Systems perd un marché essentiel après des manifestations pour la Palestine au Brésil

L'État brésilien de Rio Grande do Sul a annulé un accord majeur de collaboration avec l'entreprise militaire israélienne Elbit Systems suite aux protestations sur le rôle de la firme dans l'oppression des Palestiniens.

Les mouvements sociaux et les syndicats brésiliens, avec des groupes palestiniens, ont demandé aux autorités d'annuler l'accord en raison du rôle d'Elbit dans la construction par Israël du Mur illégal d'apartheid en Cisjordanie occupée et de sa relation étroite avec l'armée israélienne.

Tarson Nuñez, coordinateur du département Relations internationales du gouvernement du Rio Grande do Sul, a présenté ainsi cette décision du gouvernement :

« Notre gouvernement a toujours donné une place centrale à la promotion de la paix et des droits de l'homme, et il considère que les exigences des mouvements sociaux et de voix importantes doivent être entendues. L'annonce d'aujourd'hui en est une conséquence logique. »

Les drones fournis par Elbit Systems ont été testés pendant l'agression récente d'Israël contre Gaza qui a tué plus de 2100 Palestiniens, et le prix de l'action Elbit est monté depuis le massacre, les investisseurs anticipant une hausse des commandes d'une technologie qui fut utilisée pour la première fois durant les attaques.

Le gouverneur du Rio Grande do Sul, Tarso Genro, avait signé en avril 2013 un accord de coopération en matière de recherche qui faisait d'Elbit la première société militaire israélienne à diriger des projets militaires brésiliens. Elbit devait avoir accès à un financement public et à des technologies produites par quatre universités locales. Les manifestations qui se sont déroulées et le manque de soutien fédéral ont affaibli le projet. Dans sa lettre ouverte, Genro déclare le protocole d'entente *« vide de sens »*.

Un projet de 17 millions de dollars pour la construction d'un satellite militaire fait partie des projets annulés par l'annonce de mardi.

L'annonce a été reçue comme une victoire essentielle pour le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), une campagne à direction palestinienne qui recherche l'isolement d'Israël sur le plan international, du style de celui de l'Afrique du Sud.

Jamal Juma', coordinateur de la campagne palestinienne « Stop

the Wall », membre du Comité national du BDS, une coalition d'organisations qui dirige le mouvement BDS, a déclaré :

« Elbit Systems est devenu un symbole de la construction par Israël d'un mur d'apartheid en Palestine occupée, et de son agression militaire contre notre peuple. Si Israël peut poursuivre ses violations des droits de l'homme, c'est seulement grâce à une collaboration internationale et notamment à des accords comme celui que le gouvernement du Rio Grande do Sul a maintenant annulé. »

« Après le massacre des Palestiniens par Israël dans la bande de Gaza, nous espérons que d'autres gouvernements prendront des mesures pour mettre fin à toute coopération militaire avec Israël ».

Des organisations brésiliennes, parmi elles la fédération syndicale CUT, la Marche mondiale des Femmes et des groupes étudiants locaux, et des partis politiques, ont tous fait pression sur les autorités du Rio Grande do Sul pour l'annulation de l'accord avec Elbit Systems, et ils ont même bloquer les entrés d'un local appartenant à une filiale d'Elbit, AEL Sistemas. L'ambassade de Palestine et la Fédération palestinienne au Brésil sont à plusieurs reprises intervenues avec le gouvernement.

Le recteur de l'université qui dirige la recherche aérospatiale dans la région a déclaré que l'université ne travaillerait avec Elbit Systems sur aucune recherche qui pourrait être d'ordre militaire, remettant ainsi en cause la viabilité du protocole d'entente.

Antonio Lisboa, secrétaire aux Relations internationales à la fédération syndicale Cut, a dit :

« Cette décision du gouvernement du Rio Grande do Sul reflète une opposition croissante à la politique d'apartheid d'Israël. Le gouvernement brésilien doit maintenant couper

tous ses liens militaires avec Israël, un État qui pratique le terrorisme d'État contre les Palestiniens ».

En 2009, le Fonds de pension de l'État norvégien s'est désinvesti d'Elbit Systems, et plus d'une douzaine d'investisseurs institutionnels ont depuis suivi cet exemple.

Les usines d'Elbit au Royaume-Uni et en Australie ont été occupées durant le récent massacre de Gaza par Israël.

Les gouvernements et les autorités locales interviennent de plus en plus contre la complicité entrepreneuriale avec les violations israéliennes du droit international. Au moins 17 gouvernements de l'Union européenne ont prévenu les entreprises sur les risques à faire des affaires dans les colonies israéliennes illégales. La multinationale à base française Veolia a perdu plus de 20 milliards de dollars de contrats avec des autorités locales parce qu'elle fournit des services d'infrastructures dans les colonies israéliennes illégales.

Rio Grande do Sul avait déjà déclaré jouer un rôle important s'agissant de la question de la Palestine quand, en 2012, le Forum social mondial « Free Palestine » s'est tenu à Porto Alegre.

Mahmoud Nawajaa, coordinateur avec le Comité national palestinien du BDS, a dit :

« Cette décision est un exemple important de la façon dont l'organisation à la base du mouvement BDS peut influencer et changer la politique d'un gouvernement. En début de cette semaine, nous nous sommes réunis sous l'égide des Nations-Unies pour discuter de mesures efficaces pour coordonner une politique par les gouvernements locaux visant à exclure des contrats publics les entreprises qui aident Israël à violer le droit international ».

Jamal Juma', de « Stop the Wall » d'ajouter :

« La décision d'aujourd'hui donne un espoir à tous les Palestiniens qui résistent contre le système brutal d'apartheid d'Israël. Nous remercions tous ces mouvements et militants qui ont rendu possible cette victoire en faveur des droits des Palestiniens. »

<http://www.bdsmovement.net/2014/elbit-systems-loses-key-brazil-deal-12878>

Traduction : JPP pour BDS France

Action BDS au New Morning le 25 novembre 2014

Le 25 novembre 2014, nous étions plus d'une vingtaine de militant-e-s de la Campagne BDS à être intervenus devant le New Morning pour protester contre le sponsor de l'ambassade d'Israël au festival Jazz and Klezmer, et contre Idan Raichel, artiste ambassadeur de guerre.

Quelques

PHOTOS

:

<https://plus.google.com/u/0/photos/103443993096431512362/albums/6085773590319654753>



VIDEO: <https://www.youtube.com/watch?v=x77Vhja8kFY&list=UUMe022M171Vz-m5ffHGpPPQ>

Nous étions devant l'entrée avec plusieurs pancartes, banderolles tee shirts. Des camarades ont distribué le tract BDS sur cette soirée (ci dessous), pendant que d'autres tenaient les affiches et banderolles.

Deux militants sont intervenus pour expliquer notre action.

Nous constatons avec satisfaction l'absence KKL comme sponsor, mais nous continuerons à nous mobiliser tant que l'ambassade d'Israël fera partie des sponsors. «

OUI au Klezzmer, NON à l'apartheid !

Ambassade d'Israël: DEGAGE !

Israël Apartheid: Boycott !

Non au sponsor de l'apartheid !

Voici le tract distribué aux spectateurs devant le New Morning

CE QUE VOUS CACHENT LES ORGANISATEURS DU CONCERT TOURE/RAICHEL Madame, Monsieur, vous allez assister au concert des artistes Vieux Farka Touré et Idan Raichel. La Campagne BDS France tient à vous informer qu'il ne s'agit pas d'un spectacle comme les autres.

Il s'inscrit dans le 13^{ème} Festival de musique Jazz et Klezmer. L'idée sur laquelle s'appuie ce festival est certes intéressante: établir un pont entre deux musiques aux racines populaires, le Jazz et la musique Klezmer, musique qui s'était développée avant la seconde guerre mondiale en Europe de l'Est au sein de la culture et de la langue juive qu'était le yiddish.

Mais une chose est inadmissible pour celles et ceux qui soutiennent la liberté des peuples, dont celle du peuple palestinien: **parmi les partenaires et sponsors du festival figure l'ambassade d'Israël**, qui se sert de l'histoire culturelle juive ou de toute autre opportunité culturelle pour blanchir l'Etat d'Israël de la politique de colonisation, d'apartheid et d'épuration ethnique qu'il développe en toute impunité contre le peuple palestinien. Depuis plusieurs années, nous alertons les gestionnaires des salles concernées

par ce festival. Cependant nous constatons que le *New Morning* persiste à ignorer ces valeurs morales et se rend complice des exactions de l'Etat d'Israël.

De plus, il est important de savoir qu'Idan Raichel, dont le talent d'artiste n'est pas remis en question, entretient des liens très proches avec l'armée israélienne. Il est régulièrement utilisé par son pays pour lever des fonds destinés au «bien-être des soldats israéliens», pour les «amis de l'armée d'Israël», ou pour «remercier les soldats israéliens et exprimer (son) admiration pour les troupes qui gardent (son) pays nuit et jour», y compris pendant les massacres de Gaza en 2009 et 2014 (voir les sites israelSoldiers.org ou thankisraelSoldiers.org). Il confie d'ailleurs au site d'information en ligne *SodaHead* en 2011: «Nous sommes des Israéliens très fiers. Partout où nous allons, les gens voient notre musique comme de la musique du monde – mais pour nous, c'est de la musique israélienne». En juin 2014, il affirme au *Jerusalem Post*: **«Nous nous sentons comme des ambassadeurs culturels d'Israël. Quand je regarde en arrière de quelques années, je vois un Israël dont je suis fier»**. La tournée d'Idan Raichel en Afrique l'an dernier a été organisée par le ministère des Affaires étrangères israélien, le même ministère qui «voit la culture comme un outil de propagande de première ordre», dans le cadre de la nouvelle politique israélienne à l'égard de l'Afrique, ou Israfrique, qui occulte la situation des immigrants africains, illégaux ou supposés comme tels, victimes de pogroms racistes dans les rues de Tel-Aviv, insultés, arrêtés, entassés dans des camps avant d'être expulsés, parfois en accord avec leur pays d'origine et en échange de contrats d'armement!

Ce n'est donc pas Idan Raichel l'artiste que nous dénonçons, mais Idan Raichel l'ambassadeur auto-proclamé et complice d'un Etat criminel, dont la musique s'accompagne d'une mélodie aux relents militaires...

La Campagne BDS se développe en France et à l'échelle internationale, qu'il s'agisse du boycott économique, sportif, universitaire ou culturel (lisez notre 4 pages d'explications

sur le contenu du boycott culturel).

Ne vous laissez pas faire par une propagande visant à faire passer Israël pour un Etat «démocratique», ouvert à toutes les cultures, pendant qu'il tente de détruire celle du peuple palestinien! Nous continuerons cette campagne jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international et aux droits humains. Merci de votre attention.

La Campagne BDS France

www.bdsfrance.org – campagnebdsfrance@yahoo.fr

Festival Jazz et Klezmer: Victoire contre le KKL, mobilisation contre l'ambassade d'Israël !

FESTIVAL JAZZ ET KLEZMER : VICTOIRE CONTRE LE KKL

MOBILISATION CONTRE L'AMBASSADE D'ISRAEL !

Le 13ème Festival de musique Jazz et Klezmer a lieu actuellement à Paris.

L'idée sur laquelle s'appuie ce festival est certes intéressante : il s'agit d'établir un pont entre deux musiques aux racines populaires : le Jazz et la musique Klezmer, musique qui s'était développée avant la seconde guerre mondiale en Europe de l'Est au sein de la culture et de la langue juives qu'était le yiddish.

Au cours des années précédentes la Campagne BDS France s'est mobilisée contre le fait que parmi les partenaires et sponsors du festival figuraient le service culturel de l'ambassade d'Israël qui se sert de l'histoire culturelle juive ou de toute opportunité culturelle pour blanchir l'Etat d'Israël de la politique de colonisation, d'apartheid et d'épuration ethnique qu'il développe en toute impunité contre le peuple palestinien, ainsi que le KKL qui est un instrument de dépossession du peuple palestinien, de vol de ses terres, et qui participe actuellement à l'expulsion des Bédouins d'Israël de leurs terres ancestrales.

Nous constatons avec satisfaction que cette année le KKL ne figure plus parmi les sponsors !

Mais nous constatons aussi que l'ambassade d'Israël figure encore parmi les sponsors.

Ceci est intolérable, alors que l'Etat d'Israël intensifie sa politique de répression et d'humiliation constantes du peuple palestinien : massacres de niveau inégalé à Gaza au cours de l'été dernier, embrasement de Jérusalem prétendue « capitale éternelle et indivisible du peuple juif », poursuite du blocus de Gaza et de la politique de colonisation de la Cisjordanie, répression contre les Palestiniens d'Israël ...

Cette politique est largement condamnée par l'opinion publique internationale, et la Campagne BDS se développe dans le monde entier et remporte d'importants succès.

Mesdames et messieurs les organisateurs du Festival Jazz et Klezmer, entendez cette mobilisation pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

Les fondements des cultures Jazz et Klezmer et ceux de l'Etat d'Israël, ce sont deux mondes opposés.

Le KKL ne figure plus cette année parmi les sponsors, mobilisons-nous pour l'exclusion de l'ambassade d'Israël également!

La Campagne BDS France

ENGLISH:

JAZZ AND KLEZMER FESTIVAL 2014: VICTORY SCORED AGAINST KKL

The 13th Festival of Jazz and Klezmer music is currently taking place in Paris.

The idea behind this festival is certainly an interesting one, making a connection between two music styles that have working-class roots: jazz and the Klezmer music that developed in Eastern Europe before the second world war as an element of Jewish culture and the Jewish language which was then yiddish.

In previous years the BDS France Campaign has demonstrated against the inclusion, among the partners and sponsors of the festival, of the culture department of the embassy of **Israel**, which uses Jewish cultural history and any cultural occasion in order to whitewash the State of Israel's policy of colonisation, apartheid and ethnic cleansing, carried out with total impunity against the Palestinian people, as well as the **KKL** which is a vehicle for the dispossession of the Palestinian people and the theft of their land, and which is currently participating in the expulsion of the Bedouin people from their ancestral lands.

We are glad to note that this year the KKL no longer appears among the sponsors! But we also note that the embassy of Israel is still included.

This is intolerable, when Israel is intensifying its policies of oppression and humiliation of the Palestinian people: the unmatched massacres in Gaza during last summer, the inflaming of unrest in Jerusalem, claimed to be "the eternal and indivisible capital of the Jewish people", the continued blockade of Gaza and colonisation of the West Bank, the oppression of the Palestinians of Israel...

These policies are widely condemned by international public opinion and the BDS

Campaign is becoming increasingly successful all around the world.

We urge the organisers of the Jazz and Klezmer festival to heed the movement for the recognition of the rights of the Palestinian people.

The foundations of the Jazz and Klezmer culture and that of the State of Israel are worlds apart.

The KKL no longer being among the sponsors, let's continue to demand also the exclusion of the embassy of Israel!

BDS France Campaign

Les architectes britanniques demandent la suspension des architectes israéliens de leur union internationale



Angela Brady, last year's President of the RIBA

L'Institut Royal britannique des Architectes (RIBA) demande la suspension des architectes israéliens de l'Union Internationale des architectes. Cette décision rappelle un précédent important puisqu'en 1978, RIBA a protesté contre l'apartheid en Afrique du Sud en coupant ses liens avec les Écoles d'architecture de ce pays. Cette décision concernant le boycott d'instituts professionnels pourrait bien être une première. Elle a mis en lumière la complicité des architectes israéliens à l'endroit de l'occupation, apparemment sans souci éthique. L'organisme *Architectes et Planificateurs pour la justice en Palestine* s'est mobilisés depuis des années pour en

arriver à cette décision. Des architectes et professionnels du monde entier leur ont apporté leur soutien.

L'architecture est une profession profondément liée à la politique. Les architectes israéliens travaillent dans un environnement très politique. Une des écoles d'architecture a ses locaux à l'université Ariel, construite à l'intérieur d'une colonie en Cisjordanie. Les architectes continuent à construire le Mur, les multiples colonies et les quartiers de Jérusalem Est.



La charte de l'Union Internationale des Architectes (IUA) rappelle aux architectes qu'ils ont l'obligation de « *considérer sérieusement l'impact social et environnemental de leurs activités et de respecter et conserver l'héritage.* » Les colonies sont illégales sous la loi internationale. Il y a maintenant dix ans que la Cour Internationale de justice a déclaré illégaux le Mur et les colonies. N'est-ce pas, légitime que les architectes qui se solidarisent à des crimes de guerre et des violations contre les droits humains soient la cible du boycott?

En août 2014, le congrès mondial de l'union des architectes se tient à Durban, en Afrique du Sud. Les participants devront sur place révéler le rôle crucial que les architectes israéliens jouent dans l'occupation : plans des infrastructures de l'occupation et de l'apartheid, judaïsation à grande échelle dans le pays, à Jérusalem Est, en Galilée, dans le Negev et dans les quartiers palestiniens des villes israéliennes.

Adapté

de

<http://apjp.org/riba-votes-to-suspend-israeli/2014/3/20/riba-votes-to-suspend-israeli-architects-association-from-in.html>

Les projets du KKL (Fonds national juif) dans les colonies

Sur son [site](#), le Fonds national juif (KKL-FNJ) se présente comme une O.N.G. respectueuse de l'environnement ayant de profondes racines dans l'histoire sioniste. Le KKL fait souvent croire à ses soutiens et donateurs qu'il ne finance pas de projet dans les territoires occupés, ce qui est hautement controversé même parmi les sionistes.

Dans le passé, le KKL a utilisé des sous-traitants pour les projets au-delà de la ligne verte, y compris [ceux exigeant l'évacuation de familles palestiniennes](#) de leur foyer à Jérusalem Est.

Cependant, un document de 2012 [obtenu par le journaliste d'investigation Raviv Drucker](#) révèle une liste de projets dans les colonies financés par le Fonds national juif. Dans certains cas, le KKL insiste même sur les crédits publics des projets.

Il y a un lien vers le document en hébreu sur le blog de Raviv Drucker ([PDF](#)). Ce sont les projets eux-mêmes (j'ai ajouté certaines délocalisations des colonies entre crochets. Un euro vaut cinq NIS) :

1. Amphithéâtre à Shilo – 2 millions de NIS,
2. Projets d'infrastructures à Ariel – 4,5 millions de NIS,

3. Parc central à Avnei Hefetz [près de Tulkarem] – 2.5 millions de NIS,
4. Promenade à Gush Etzion [sud de Jérusalem] : 250.000 NIS. Sera appelée la « promenade KKL »,
5. Promenade à Kfar Adumin [est de Jérusalem] : presque 1,5 millions de NIS,
6. Pistes cyclables dans le conseil régional Mateh Binyamin : 1,7 millions de NIS,
7. Ferme agricole à Eitam : 2,5 millions de NIS,
8. Parc et point d'observation à Mitzpe Yericho [près de Jéricho] : 600 000 NIS,
9. Site historique à Rosh Tzurim [près de Bethléem] : 400 000 NIS,
10. Parc Habanim à Hébron : 700 000 NIS,
11. Travaux d'infrastructure à la yeshiva d'Elon Moreh [près de Naplouse] : 300 000 NIS,
12. Place publique à Shavei Shomron : 350 000 NIOS,
13. Place publique à Har Bracha [près de Naplouse] près d'un million de NIS,
14. Parc Kikar à Beit El [près de Ramallah] : 120 000 NIS.

Ceci date, d'après Drucker, de 2012. Récemment dit-il « le rythme des investissements a augmenté ».

Le contexte de la publication est la tentative de Tzipi Livni d'étendre au KKL la surveillance du Contrôleur d'État – affirmant que le fonds est un bras du gouvernement (il l'est), aussi doit-il être audité comme tous les autres. Le ministre du logement Uri Ariel s'y oppose, déclarant que le KKL est impliqué dans des activités importantes qui doivent être

gardées hors de la vue du public. Nous savons maintenant ce qu'il entend par là.

Source :
<http://972mag.com/the-jewish-national-funds-list-of-projects-in-the-settlements/90512/>

Traduction : JPB-CCIPPP

Visite du PDG de l'INRA en Israël



Le 26 mars 2014

Une délégation de représentants INRA (ainsi que CIRAD, CNRS, IRD et IRSTEA) conduite par F.Houllier, PDG de l'INRA, s'est rendue en Israël du 17 au 19 mars 2014, et a rencontré plusieurs hauts dirigeants israéliens : le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, le Ministre des Sciences, de la Technologie et de l'Espace, et le Directeur scientifique du Ministère de l'Agriculture¹. Selon l'interview donnée par F. Houllier à la Chambre de Commerce France-israël², cette visite avait pour objectif de « Renouer la collaboration avec Israël, aider le pays à affronter les problèmes liés au changement climatique, apprendre de sa technologie, utiliser la complémentarité des deux pays ».

La CGT-Inra s'interroge sur les conséquences qu'aura cette collaboration institutionnelle renforcée, alors que le gouvernement israélien poursuit et intensifie sa politique de colonisation, d'expulsion et de discrimination des agriculteurs palestiniens, que ce soit dans les territoires palestiniens occupés de Cisjordanie (et notamment les colonies agricoles israéliennes dans la vallée du Jourdain au potentiel hydro-agricole majeur) et de Gaza, ou en Israël même (expulsion en cours de milliers d'éleveurs Bédouins dans le Néguev).

Le développement de l'agriculture israélienne s'effectue en effet depuis des dizaines d'années au prix de la destruction de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire palestinienne, créant ainsi un marché captif pour l'économie israélienne. Dans son interview, F. Houllier déclare par exemple que « tout système qui permettra de mieux distribuer l'eau, de mieux la recycler et la purifier quand elle a été polluée, sera susceptible de réduire la tension sur l'eau ». Mais ces bons sentiments affichés résistent-ils une seconde à la réalité du contexte hydro-agricole en Israël-Palestine, qui a été largement décrite dans de nombreux documents, mais qui est totalement ignorée dans les déclarations de notre PDG ?

Ainsi, le rapport parlementaire sur « La géopolitique de l'eau » (rapporteur J. Glavany, 2011) indique : « C'est pourquoi sans règlement politique global, on voit mal comment ce qui est devenu un véritable « conflit de l'eau » pourrait trouver une solution. /.../ Or, l'eau est devenue au Moyen-Orient bien plus qu'une ressource : c'est une arme. Pour comprendre la nature de cette « arme » au service de ce « nouvel apartheid 3 », il faut savoir, par exemple, que les 450 000 colons israéliens en Cisjordanie utilisent plus d'eau que 2,3 millions de Palestiniens. »

Ainsi, chaque année, les colonies israéliennes déversent 35

millions de mètres cube d'égouts (40% du total en Cisjordanie) dans l'environnement, endommageant les champs palestiniens et polluant leurs ressources d'eau.

A Gaza, le blocus israélien maintient en dessous de la norme ONU l'approvisionnement en eau potable de 1,7 millions de Palestiniens, et empêche le traitement des eaux usées 4.

Sans remettre en cause toutes les collaborations directes qui peuvent exister entre scientifiques, la CGT-Inra dénonce le soutien que cette initiative institutionnelle de la direction générale de l'INRA apporte à la politique de l'Etat israélien. La CGT-Inra réaffirme son soutien à la lutte du peuple palestinien, et à l'appel de 2005 de la société palestinienne à une résistance non violente par le mouvement « Boycott, Désinvestissements, Sanctions » jusqu'à ce que l'Etat d'Israël respecte le droit international, les droits de l'Homme et les droits nationaux du peuple palestinien.

Syndicat National CGT-INRA RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 Mail : cgt@inra.fr

Sites internet : <https://intranet.inra.fr/cgt/> et <http://www.inra.cgt.fr/>

1- <http://fitscience.wordpress.com/2014/03/17/3730/>

2-

<http://www.israelvalley.com/news/2014/03/20/42816/france-israel-interview-du-president-de-linra-jf-houllier-a-jerusalemcollaborations-agricoles>

3- Apartheid et détournement de l'eau organisé notamment par Mekorot [la compagnie de l'eau israélienne], et par l'armée et les colons (destruction des citernes de stockage des Palestiniens, ...) (NDLR)

4- selon « <http://www.thirstingforjustice.org/> », 2013

Le RIBA soutient la suspension de l'Association des architectes israéliens de l'Union internationale des architectes

20 mars 2014

Une avancée significative s'est produite au terme d'un débat difficile et passionné, le 19 mars 2014 : le pilier de l'institut professionnel des architectes du Royaume Uni, l'Institut Royal des Architectes Britanniques (RIBA), a voté une motion de soutien à une action qui devrait être engagée par l'Union Internationale des Architectes en vue de suspendre la participation de l'Association Israélienne des Architectes Unis (IAUA) de l'organisation internationale des Architectes (UIA). La motion est passée avec 23 pour, 16 contre et 10 abstentions.

En voici le texte :

« Attendu que l'Association Israélienne des Architectes Unis (IAUA) n'a tenu aucun compte de la résolution 13 de l'UIA de 2005 et de 2009, le RIBA appelle l'UIA, en tant que gardien des normes professionnelles et éthiques de notre profession, à suspendre la participation de l'Association Israélienne des Architectes Unis jusqu'à ce qu'elle s'oppose à ces projets illégaux (la construction des colonies ndlt) et qu'elle respecte le droit international, les accords de l'UIA et la Résolution 13 ».

La campagne initiée et menée depuis plus de sept ans par l'APJP, « Architectes et Urbanistes pour la Justice en Palestine » a porté ses fruits grâce à un fort travail d'équipe et à l'action courageuse de l'ex présidente du RIBA, Angela Brady, de même qu'à des membres actifs du Conseil, George Odham et Owen O'Carroll qui ont déposé la motion. Celle-ci a été signée par de nombreux membres du RIBA et par des architectes agréés, y compris des personnalités phares de la profession comme Ted Cullinan, Charles Jenck, Peter Ahrends, Will Alsop, Neave Brown et Richard Murphy.

Le RIBA s'est fait coiffer au poteau, plus tôt cette semaine par la Corporation Royale des Architectes d'Ecosse (RIAS), l'organisation sœur, qui a fait passer une résolution semblable, à la demande également d'Angela Brady, membre honoraire de RIAS, sur la base de la motion du RIBA. C'est une décision historique.

La construction de colonies illégales en opposition à l'article 49 de la 4^{ème} Convention de Genève qui interdit le transfert d'une population civile dans un territoire occupé par la force, est considérée comme une grave violation de cette Convention et, de ce fait, comme un crime de guerre auquel les architectes israéliens sont étroitement associés. Cette expansion des colonies a entraîné le déplacement forcé de milliers de Palestiniens et l'expropriation de leurs maisons et de leurs terres, en même temps que l'effacement de leur culture et de leur histoire. Cela dure depuis 1967 en toute impunité, en dépit des condamnations répétées du monde entier.

*La persistance de l'APJP à inciter l'UIA à intervenir contre ces violations des droits humains et des codes éthique de la pratique de l'architecture selon les accords de l'UIA, a abouti à la « Résolution 13 » de 2005, confirmée en 2009, qui condamne ces projets illégaux : **« le Conseil de l'UIA condamne les projets de développement et de construction sur une terre***

qui a fait l'objet d'une éradication ethnique ou qui a été appropriée illégalement, de même que les projets fondés sur des règles discriminatoires au plan ethnique ou culturel ; il condamne de la même façon toute action contrevenant à la quatrième Convention de Genève ».

Cette déclaration n'a rencontré qu'indifférence et refus d'agir ou de condamner de la part de l'Association Israélienne des Architectes Unis (IAUA) qui a insisté sur le fait qu'elle n'était concernée que par la conception et non par les activités politiques de ses membres. Pour autant, tout le secteur de l'immobilier est étroitement lié au programme politique et militaire d'Israël qui vise à s'approprier le plus de terre possible, en contradiction avec la possibilité d'un Etat palestinien pleinement souverain.

2013 a été une année record en construction de nouvelles colonies et les chiffres de 2014 sont encore plus élevés, avec des projets de construction de 2 534 logements s'ajoutant aux plus de 550 000 colons présents en Cisjordanie occupée. Pendant ce temps, les Palestiniens vivent dans des enclaves étroitement contrôlées et entourées par le Mur de séparation et par des routes ségréguées ; les permis de construire leur sont refusés, tandis que leurs maisons sont saisies ou démolies – tout cela rappelle l'apartheid en Afrique du Sud.



S'il n'avait pas agi, le RIBA aurait été coupable de silence et aurait cautionné cette faute grave de ses homologues israéliens. Le message très clair que le RIBA et le RIAS ont adressé à l'IAUA et à l'UIA est un grand coup frappé pour

l'intégrité et la pratique éthique de notre profession, en soutien à l'appel de la société civile palestinienne pour des sanctions contre l'impunité d'Israël

Abe Hayeem, RIBA

Président des Architectes et Urbanistes pour la Justice en Palestine

Plus d'informations sur:

<http://apjp.org/contact-us/>

Traduction SF pour AURDIP

Photo : Angela Brady, last year's President of the RIBA

L'association israélienne des architectes frappée de boycott ?

L'Institut royal des architectes britanniques propose de boycotter l'Association israélienne des architectes, à cause de son implication dans les constructions coloniales sur les terres palestiniennes.

La colonie israélienne de Har Homa à Jérusalem-Est – L'association RIBA estime que l'IAUA est complice de « l'accaparement des terres, les déplacements forcés ... et du renforcement de l'apartheid » – Photo : /Demotix/Corbis/Mahmoud Illean

Le premier ordre des architectes de Grande-Bretagne a demandé que son homologue israélien soit exclu de l'Union Internationale des Architectes en signe de protestation contre l'occupation israélienne de la Palestine, ce qui illustre une nouvelle fois la montée en puissance du mouvement de boycott. L'Institut royal des architectes britanniques (RIBA) a demandé la suspension de l'Association israélienne des architectes unis (IAUA) de l'organisme international, en disant qu'elle est complice de la construction de colonies illégales en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, et d'autres violations de droit international.

L'ancien président Riba Angela Brady lors d'une réunion de son conseil le mercredi que le refus de voter la motion « enverrait un message clair au monde que nous, en tant qu'institution, fermons les yeux ou soutenons par notre inaction ce qui se passe – l'accaparement des terres, les déplacements forcés, la destruction des droits humains et le renforcement de l'apartheid ».

Mais les autres membres du conseil ont souligné les violations des droits de l'homme dans d'autres parties du monde, comme la Corée du Nord, qui est un membre de Riba. » Ne pensez-vous

pas que des architectes conçoivent des camps de prisonniers et des chambres de torture là-bas ? » a demandé Francesca Weal, membre du conseil. L'initiative – soutenue par 23 voix contre 16, avec 10 abstentions – a été saluée par le mouvement palestinien du BDS (boycott, désinvestissement et sanctions). Selon lui, il y a un soutien international grandissant pour un boycott d'Israël, et il pointe le doigt sur un nombre croissant d'entreprises se désinvestissant par crainte de ternir leur réputation.

« Les architectes et les planificateurs sont au cœur de la colonisation israélienne de la terre palestinienne et du déplacement forcé de la population palestinienne », a déclaré Rafeef Zaidah, du comité national du BDS palestinien. « Compte tenu de la complicité de l' [IAUA] dans la construction par Israël des colonies israéliennes illégales, il est juste que cette association soit exclue des forums internationaux. » Prof Baruch Baruch de l'IAUA a déclaré que la décision était « étonnante ». Il a ajouté : « Je ne pense pas que les architectes puissent être blâmés pour les politiques du gouvernement, je ne pense pas que le boycott aideront à résoudre l'un des problèmes du Moyen-Orient. » Son organisation, qui comprend des architectes israélo-arabes, n'aurait selon lui pas été complice dans la construction de colonies. « Un grand nombre des membres sont contre les colonies et la construction en Cisjordanie. Ils ne seront pas aidés par un boycott. » Les appels à boycotter les institutions israéliennes ont amèrement divisé les organismes universitaires au Royaume-Uni, aux États-Unis et ailleurs. Les gouvernements européens sont sous la pression des syndicats, des ONG, des églises et autres organisations pour prendre une position plus ferme sur les produits des colonies israéliennes.

La campagne de publicité de la célébrité Scarlett Johanssen de célébrité pour SodaStream, qui a une usine dans une colonie de Cisjordanie, a provoqué une fureur internationale plus tôt

cette année. Le Secrétaire d'État américain John Kerry a averti le mois dernier que le mouvement de boycott pourrait gagner du terrain si ses efforts pour négocier un accord de paix entre Israël et les Palestiniens échouaient.

En réponse , le Premier ministre israélien , Benjamin Netanyahu, a déclaré : « Les tentatives visant à imposer un boycott sur l'État d'Israël sont immorales et injustes En outre, elles ne pourront pas atteindre leur objectif . »

20 mars 2014 – The Guardian – Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.theguardian.com/world/20...>

Traduction : Info-Palestine.eu – Naguib

Pétition pour que cessent, au motif de discrimination, les exonérations fiscales caritatives dont profite le Fonds national Juif

À l'intention de l'Internal Revenue Service (1) Pour une enquête sur le statut caritatif du Fonds national juif

Le FNJ est une organisation qui profite d'un régime fiscal d'exception au titre d'organisation caritative et environnementale. En réalité toutefois, le FNJ n'est ni une organisation caritative, ni une organisation environnementale et n'a par conséquent aucun droit à un statut d'exemption fiscale. Le FNJ a été créé en 1901 pour acquérir la terre des Palestiniens au profit et à l'usage exclusifs des colonies

juives. Ce mandat à lui seul justifie la suppression du statut d'exemption fiscale du FNJ, car il constitue la base, actuellement encore, de restrictions discriminatoires et motivées racialement de la part du FNJ dans l'utilisation des terres, restrictions qui sapent les droits humains et civils des Palestiniens originaires de ces terres. Aujourd'hui, le FNJ aux États-Unis est un acteur dans les déplacements forcés de 30 000 Bédouins palestiniens, et dans l'isolement de 40 000 autres, hors de leurs terres dans le sud de l'État d'Israël, le désert d'al-Naqab ou Néguev.

Le FNJ-US investit ensuite 600 millions de dollars pour développer des ensembles résidentiels et aménager des parcs à la place des villages et des terres des Bédouins, pour le compte des colonies réservées aux seuls juifs. Par conséquent, considérant que le FNJ contribue au déplacement forcé d'un peuple indigène hors de ses terres et de ses propriétés, et ce, pour construire des logements, parcs et installations à caractère discriminatoire à l'usage des « seuls juifs », nous nous adressons à l'IRS pour qu'il diligente une enquête et finalement retire son statut caritatif au FNJ au motif que ses activités sont discriminatoires et illégales.

*(1) L'**Internal Revenue Service (IRS)** est l'agence du gouvernement des États-Unis qui collecte l'impôt sur le revenu et des taxes diverses (taxes sur l'emploi, impôt sur les sociétés, successions, etc..) et fait respecter les lois fiscales concernant le budget fédéral des États-Unis. Il fait partie du Département du Trésor.*

https://docs.google.com/forms/d/1sdRGP7FxSo5xLI2FSdjVxJfURA9w5xBeZ54EHK6gGTK/viewform?edit_requested=true

Traduction: JPP pour BDS France

Les propos inadmissibles tenus au palais Brongniart pendant le salon du KKL

Paris, le 18 février 2014

Monsieur le Directeur Général du Palais Brongniart,
28, place de la Bourse, 75002 Paris

Copie à : Monsieur le Maire de Paris du 2^{ème} arrondissement de Paris

Objet: propos inadmissibles tenus au palais Brongniart pendant le salon du KKL

Monsieur le Directeur Général,

Le 4 janvier 2014, nous vous avons écrit pour vous demander d'annuler la réservation du Palais Brongniart faite au bénéfice du KKL pour le « salon KKL » du 2 février 2014. Dans ce courrier, nous vous alertions sur la nature réelle du KKL, qui loin d'être une association à vocation environnementale, est un outil majeur de la politique de ségrégation raciale menée à l'intérieur d'Israël et dans les territoires palestiniens illégalement occupés.

Vos services n'ont pas écouté notre demande. Par contre vous ne pouvez pas ignorer que pendant le « salon » que vous avez autorisé, et avec l'approbation du public du salon, des propos racistes scandaleux ont été tenus, propos publics puisqu'ils ont enregistrés au vu de tous et mis en ligne aux lendemains du salon.

Dans un discours adressé aux participants du « salon », Claude Goasguen(*), élu de Paris, s'est autorisé à rechercher les applaudissements du public du salon en stigmatisant les Musulmans, en parlant de « cette shoah terrible qu'on n'ose plus enseigner dans les lycées tant on a peur des réactions des jeunes musulmans qui ont été drogués dans les mosquées ».

Déjà plusieurs plaintes ont été déposées contre l'auteur de ces propos. Par le CFCM pour « propos diffamatoires et incitant à la haine », et par le MRAP pour « injure non publique à caractère raciste ». La campagne BDS approuve ces protestations. Sans préjuger de leurs suites, elle tient à s'adresser à vous pour vous indiquer qu'en autorisant la location du Palais Brongniart à un rassemblement de soutien à une association notoirement raciste, le KKL, vous avez

contribué à créer un cadre doré pour les dérapages qui y ont eu lieu.

Nous espérons que vous-mêmes, et la ville de Paris propriétaire des lieux, s'abstiendront de louer à nouveau le Palais au KKL, et nous vous appelons à faire une déclaration publique dans ce sens. Dans l'attente de votre réponse, soyez assuré qu'à défaut, la campagne BDS France se fera à nouveau entendre sur ce sujet.

La Campagne BDS France

(*) Qui déploie tous les amalgames possibles sur : <http://www.youtube.com/watch?v=bBUBRfdyuTk>

Sur ce sujet :

Communiqué du Mouvement Contre le Racisme et pour l'amitiés entre les Peuples:

<http://la-feuille-de-chou.fr/archives/61896>

VIDEO. L'UMP Claude Goasguen mis en cause pour des propos anti-musulmans

<http://www.leparisien.fr/politique/video-l-ump-claude-goasguen-mis-en-cause-pour-des-propos-anti-musulmans-17-02-2014-3598829.php>

Annulation du rassemblement devant le Palais Brongniart

La police empêche le rassemblement contre le KKL prévu le 2 février place de la bourse devant le palais Brongniard

Le 22 janvier, conformément à la réglementation, nous avons déclaré en préfecture le rassemblement du 2 février Place de la Bourse.

Le 26 janvier nous renouvelons par téléphone la déclaration de la tenue du rassemblement.

C'est seulement le jeudi 30 janvier (2 jours avant la date)

que la préfecture nous informe qu'elle refuse nos demandes place de la bourse et nous impose un lieu très éloigné du salon KKL prévu au palais Brongniart, lieu vide de sens et non négociable.

C'est pourquoi nous sommes amené-e-s à annuler le rassemblement de protestation auquel avait appelé de nombreuses associations et organisations contre ce salon du KKL et à réfléchir collectivement aux suites à donner à cette interdiction.

La lutte contre le KKL cet outil majeur de la dépossession palestinienne , ne fait que commencer.

Nous entamerons une campagne large d'information sur les ressorts de cette organisation avec de nombreuses manifestations d'information et de mobilisation.

Marc pour la Campagne BDS France

Résumé des succès du BDS en 2013

Par le BNC, comité national palestinien du BDS

10 janvier 2014

<http://www.bdsmovement.net/2014/2013-round-up-11579>

Janvier

[Veolia se retire des enchères pour un contrat sur l'eau en Californie après les protestations contre ses violations des droits des Palestiniens](#)

Le retrait de Veolia des enchères sur le contrat de 325 millions de dollars a fait suite aux efforts des citoyens du comté Yolo d'empêcher l'attribution du contrat à cause de l'implication de la compagnie dans l'infrastructure illégale

des colonies israéliennes.

[Cinq grands syndicats de Galice en Espagne adoptent le BDS](#)

Cinq syndicats importants de la région de Galice dans l'État espagnol ont annoncé leur soutien au BDS.

[L'association des étudiants de Concordia soutient la campagne BDS contre l'apartheid israélien](#)

L'assemblée générale des étudiants de l'université Concordia de Montréal a voté sa participation au mouvement BDS à une grande majorité.

[Une compagnie agricole sud-africaine coupe ses liens avec l'exportateur israélien Hadiklaim](#)

Karsten Farms a aussi entrepris de n'établir aucune relation future avec aucune entité israélienne complice de l'occupation israélienne illégale de la Palestine.

[Les magasins Sud-africains de jouets Reggies stoppent leur soutien au KKL-FNJ](#)

Le KKL-FNJ est un organisme para étatique israélien directement impliqué dans les violations des droits humains contre le peuple palestinien. Auparavant Reggies soutenait, était partenaire et contribuait financièrement au FNJ Israélien.

[Hyundai cesse ses relations avec une compagnie participant à la démolition de maisons](#)

La compagnie coréenne Hyundai avait fourni des pelleteuses à la société israélienne AEG, utilisées par les autorités israéliennes pour détruire les maisons palestiniennes.

[Le guitariste Stanley Jordan annule sa performance à l'Israeli Jazz Festival](#)

Guitariste créatif et acclamé, Jordan avait été annoncé parmi les têtes d'affiche du festival.

[Le groupe de Trash Metal Kreator annule son concert en Israël](#)

Kreator, qui ont joué en Israël en 2006, ont annulé leur concert puis choisi de ne pas le reprogrammer.

Février



[Des manifestations à Gaza et dans 40 villes européennes appellent à cesser le commerce avec les entreprises agricoles israéliennes](#)

Les organisations agricoles palestiniennes ont lancé un [appel à l'action de la société civile contre les compagnies israéliennes d'exportation agricole](#) comme Mehadrin et Arava, en raison de leur rôle dans la colonisation de la Palestine et dans la destruction de l'agriculture palestinienne par Israël. L'appel et le document accompagnateur Farming Injustice (traduction : [Cultures d'injustice](#)) ont été lancées dans le cadre d'une journée d'action où des manifestations ont eu lieu à Gaza et dans 40 villes européennes.

[Une commission d'enquête de l'ONU sur les colonies israéliennes appelle à des sanctions](#)

Le rapport d'une commission d'enquête de l'ONU sur les colonies israéliennes illégales a appelé les Etats à accorder à Israël le traitement réservé aux Etats responsables de violations sérieuses similaires – c'est-à-dire une interdiction du commerce avec les colonies, et des boycotts et sanctions contre l'État d'Israël et ses institutions.

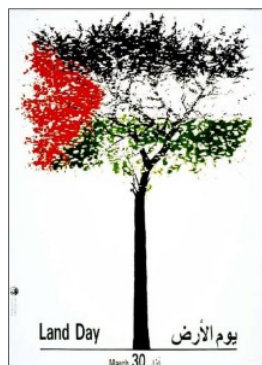
[L'association des étudiants de l'université de Dundee vote pour la rupture des liens avec G4S](#)

Les étudiants de l'association des étudiants de l'université de Dundee (DUSA) en Écosse ont voté à une grande majorité lors de leur assemblée générale annuelle la rupture des liens avec la société de sécurité anglo-danoise G4S pour son rôle dans le système carcéral et dans l'occupation israélienne.

[Shuggie Otis annule son concert en Israël](#)

Le chanteur compositeur légendaire Shuggie Otis a tranquillement annulé un concert en Israël

Mars



[Des manifestations en Palestine et des actions internationales BDS marquent la Journée de la terre palestinienne](#)

Les supporters internationaux de la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité ont marqué la Journée de la terre par des actions et initiatives pour approfondir les campagnes de boycott, désinvestissements et sanctions (BDS) contre Israël.

[Un syndicat étudiant australien quitte un concours de SodaStream](#)

Le syndicat des étudiants de l'université La Trobe applique le soutien au BDS en annulant un concours dans lequel une machine SodaStream était annoncée comme prix. SodaStream est une compagnie israélienne dont les machines à boisson sont fabriquées dans une colonie israélienne illégale.

[Les étudiants californiens votent le soutien au BDS](#)

Les conseils étudiants des collèges de l'Université de Californie à San Diego, Irvine, Riverside et Berkeley ont voté le soutien.

[Le conseil du Clackmannanshire devient le troisième gouvernement local écossais à soutenir le boycott d'Israël](#)

« Tout comme les sanctions individuelles contre l'apartheid en Afrique du Sud ont conduit finalement à sa chute, les sanctions individuelles et collectives contre l'État d'Israël mettront fin à l'apartheid et à la souffrance en Palestine », a exprimé la motion du gouvernement local. Les conseils de West Dunbartonshire et de Stirling soutiennent aussi le

boycott.

[La fédération des étudiants de York soutient la campagne BDS](#)

Le bureau de la fédération des étudiants de York au Canada vote le soutien au BDS par 18 voix contre 2 et appelle l'université de York à retirer ses investissements des sociétés qui vendent des armes et de l'équipement militaire à Israël.

[Le droit des syndicats universitaires britanniques à boycotter Israël est confirmé par un conseil des prud'hommes](#)

Les organisations pro-israéliennes ont complètement échoué dans leurs tentatives soutenues par le gouvernement israélien de faire juger discriminatoire par le conseil des prud'hommes la position pour le boycott du Syndicat des universités et collèges.

[L'église mennonite des USA désinvestit des violations israéliennes des droits humains](#)

Le conseil des directeurs du comité central mennonite a décidé à l'unanimité que le MCC US n'investira pas consciemment dans des compagnies qui bénéficient des produits ou des services utilisés pour perpétrer des actes de violence contre les Palestiniens.

Avril



[Action mondiale contre G4S pendant le jour des prisonniers](#)

G4S fournit des équipements de sécurité aux prisons israéliennes, aux check-point et aux colonies. Des actions contre G4S ont été organisées dans 11 pays pour coïncider avec le jour des prisonniers politiques palestiniens. Les

protestations se sont tenues devant les bureaux de G4S ; le Scottish Trade Union Congress et des associations du Moyen-Orient ont publié des déclarations soutenant la campagne contre G4S.

[Le syndicat des étudiants de l'université de Toronto Scarborough \(SCSU\) devient le neuvième syndicat d'étudiants canadiens à rejoindre le mouvement BDS](#)

[Les étudiants belges appellent au boycott universitaire](#)

Une fédération représentant 100 000 étudiants belges de l'éducation supérieure a appelé à un gel de tous les partenariats universitaires avec les institutions universitaires israéliennes.

[L'association d'études des Américains d'origine asiatique approuve à l'unanimité une résolution de boycott](#)

L'assemblée générale de l'association d'études des Américains d'origine asiatique (AAAS) des USA a voté à l'unanimité pour une résolution soutenant le boycott des institutions universitaires israéliennes.

[Les étudiants du Sussex appellent l'université à résilier les contrats avec Veolia](#)

Des milliers d'étudiants de l'université du Sussex en Grande-Bretagne ont voté une résolution pressant le syndicat étudiant à soutenir une campagne pour que l'université résilie son contrat avec Veolia à en raison du rôle de la multinationale française dans la gestion de l'infrastructure des colonies israéliennes illégales.

[Le syndicat des enseignants d'Irlande soutien le boycott universitaire](#)

La motion du congrès annuel du syndicat des enseignants d'Irlande, qui qualifie Israël d' « État d'apartheid », appelle « tous les membres à cesser toute collaboration culturelle et universitaire avec Israël, y compris l'échange de scientifiques, d'étudiants et de personnalités universitaires, ainsi que toute coopération dans les programmes de recherche ». La motion a été adoptée à l'unanimité.

[Les étudiants de Sydney soutiennent le boycott universitaire](#)

« Israël n'écoute ni les mots ni les motions et continue de violer les droits humains et d'agir en violation du droit international. Comme en Afrique du Sud, un changement n'aura lieu que par des actions pacifiques de campagnes telles que le BDS », explique la déclaration approuvée par le Conseil représentatif des étudiants de l'université de Sydney.

[L'association d'études des Américains d'origine asiatique s'associe au boycott universitaire](#)

L'association d'études des Américains d'origine asiatique vote de soutien au boycott universitaire des institutions académiques israéliennes, devenant la première organisation universitaire des USA à le faire.

Mai



[Stephen Hawking s'associe au boycott universitaire d'Israël](#)

Le physicien de renommée mondiale Stephen Hawking s'est retiré d'une conférence en l'honneur du président israélien Shimon Peres. Une déclaration publiée par le comité britannique pour les universités de Palestine avec l'approbation de Hawking décrit cette décision comme « sa décision indépendante de respecter le boycott, basée sur sa connaissance de la Palestine, et sur l'avis unanime de ses propres contacts universitaires là-bas ».

[La commission chargée des associations de bienfaisance ouvre une enquête sur la légalité de la discrimination raciale du KKL-JNF](#)

La décision d'ouvrir une enquête fait suite à une demande de la campagne Stop the JNF à la commission chargée des associations de bienfaisance pour retirer le Fonds National Juif du registre britannique des associations de bienfaisance.

[L'université de Sheffield vire Veolia](#)

L'Université de Sheffield a décidé de ne pas renouveler son contrat de collection des ordures avec la corporation multinationale Veolia, à la suite d'une campagne débutée par la Palestine Society du campus et soutenue par le syndicat étudiant. La décision couronne une année d'activité intense et réussie des militants étudiants britanniques.

[La United Church of Canada débute une campagne de boycott des colonies](#)

Cette campagne a été intitulée Unsettling Goods: Choose Peace in Palestine and Israel.

Juin

[Un diplomate sud-africain rejette les honneurs du KKL-FNJ](#)

Un ancien ambassadeur sud-africain en Israël dit qu'il va retourner un certificat l'informant que 18 arbres ont été plantés en son honneur dans une forêt israélienne par le Fonds National Juif (FNJ) et le ministère israélien des affaires étrangères.

[Plus de 150 organisations de solidarité sont solidaires des militants français confrontés à des actions judiciaires](#)

Les militants français sont confrontés à des accusations criminelles pour leur activité de solidarité BDS depuis 2009.

[La réalisatrice Mira Nair soutient le boycott culturel](#)

La réalisatrice de Bombay ! et de Monsoon Wedding refusé une invitation à porter en Israël son dernier film 'L'intégriste malgré lui', citant l'appel palestinien au boycott culturel dans une série de Tweets.

Juillet



[Les géants du rock US The Killers se retirent d'un concert en Israël](#)

The Killers avaient déjà reçu la moitié de leurs honoraires pour le concert quand ils ont annoncé qu'ils annulaient la performance à la suite de lettres et d'appel des militants.

[L'UE exclut les entités coloniales de la réception de prêts et de financements](#)

Après des années de lobbying par la société civile sur cette question, l'UE a publié une directive empêchant les ministères, entités publiques et entreprises israéliennes opérant dans les territoires palestiniens occupés de recevoir des prêts, valant plusieurs centaines de millions d'euros par an, par la Banque d'Investissement Européenne. La directive stoppe aussi l'attribution de subventions aux ministères, entités publiques et entreprises privées israéliennes pour des activités prenant place dans les territoires occupés, même si leur siège est dans les frontières d'Israël d'avant 1967.

[Les mouvements sociaux latino-américains appellent à la fin de l'accord de libre-échange avec Israël](#)

La société civile des cinq pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Venezuela, Uruguay et Paraguay) ont adopté à nouveau au XVe sommet social un appel clair pour la fin de l'accord de libre-échange entre le Mercosur et Israël.

[Une nouvelle frise chronologique interactive du mouvement BDS expose les succès](#)

La frise chronologique, sur le site BDS movement.net, a été lancée pour commémorer le huitième anniversaire de l'appel BDS

[Le fonds de pension géant étasunien TIAA-CREF désinvestit de SodaStream](#)

« Quelle que soit la raison pour laquelle TIAA-CREF a laissé tomber SodaStream, nous y voyons une décision scrupuleuse », dit Sidney Levy de la campagne We Divest, qui mène campagne pour que TIAA-CREF désinvestisse des compagnies qui participent aux violations israéliennes du droit international.

[Des distributeurs néerlandais boycottent les colonies](#)

Les médias ont rapporté de Hollande que deux grandes chaînes de distribution du pays ont cessé de vendre des marchandises produites dans les colonies israéliennes.

Aout



[Une grande banque scandinave désinvestit de Cemex à cause de l'extraction des ressources naturelles palestiniennes](#)

Nordea a exclu la compagnie à la suite de l'engagement militant de l'organisation Aide du peuple norvégien (NPA) et du Syndicat norvégien des employés municipaux et généraux (NUMGE).

[Des musiciens de jazz boycottent le festival de la mer Rouge](#)

Les artistes de jazz étasuniens Chris Daddy Dave et Matt Schofield avec son groupe, le Matt Schofield Trio, ont annulé leurs performances dans le festival israélien de musique.

Septembre



DUMP

VEOLIA

[Sous la pression du boycott, Veolia abandonne le réseau de bus des colonies](#)

Veolia a révélé qu'il cessera d'exploiter les lignes de bus pour colons en Cisjordanie occupée car la compagnie continue de perdre des contrats en Europe et aux USA à cause de son soutien à l'apartheid israélien. Veolia continue d'exploiter le projet illégal de tramway à Jérusalem.

[Une firme hollandaise se retire d'une usine traitement d'eaux usées pour les colons de Jérusalem Est](#)

Royal HaskoningDHV a annoncé qu'il se retirait d'un projet d'usine de traitement d'eaux usées à Jérusalem Est occupé à la suite de pressions du gouvernement hollandais.

[Les Quakers de trois états des USA appellent au boycott et au désinvestissement](#)

Le Lac Erie Yearly Meeting, une organisation Quaker régionale regroupant Ohio, Michigan et Pennsylvanie Ouest, est devenu le premier Yearly Meeting Quaker étasunien à adopter officiellement le boycott et le désinvestissement visant les

sociétés complices de l'occupation israélienne.

Octobre



[Un syndicat norvégien termine son contrat avec G4S, un « acte de solidarité » avec les Palestiniens](#)

Industri Energi, un syndicat pour les travailleurs des secteurs de l'énergie et de l'industrie lourde, a saqué G4S comme agence de sécurité de ses bureaux à cause du rôle de la compagnie dans les prisons israéliennes, les check-points et les colonies. La même semaine, l'association des enseignants de Londres Est a passé une résolution condamnant le rôle de G4S dans la détention des enfants palestiniens.

Les contrats liés aux colonies des territoires occupés pourraient être « criminels », avertit un expert de l'ONU Richard Falk a dit que son bureau à essayé d'informer les sociétés, parmi lesquelles le groupe bancaire européen Dexia et la société immobilière étasunienne Re/Max que la poursuite de leurs pratiques dans les territoires pourrait être « problématique ».

[Les boycotts forcent à l'annulation d'un festival de rock en Israël](#)

Circus Maximus (Norvège), Haken (UK), et Bumblefoot (USA) étaient supposés jouer en Israël au festival de rock Progstage. Après leurs annulations qui ont suivi les discussions avec les militants BDS, le festival entier a été

annulé.

Novembre



[Un grand fonds de pension des USA désinvestit son fonds éthique de Veolia](#)

Le fonds de pension géant étasunien TIAA-CREF a retiré Veolia Environnement du portefeuille de son Fonds de Choix Sociaux à la suite de la pression de la coalition We Divest.

[St Louis jette le profiteur de l'occupation Veolia](#)

L'opposition rencontrée par Veolia pour son rôle dans les colonies illégales israéliennes l'a conduit à se retirer de la ville. Veolia aurait dit que Saint-Louis « ne vaut pas le coup. Ça ne vaut pas les torts faits aux affaires [de Veolia]).

[Une organisation de droits humains sud-africaine termine son contrat avec G4S](#)

Le Trauma Centre du Cap a publié une déclaration s'opposant au rôle de G4S dans les prisons israéliennes où les Palestiniens sont détenus sans procès et torturés.

[Le parti de gauche adhère à la campagne BDS](#)

Le grand parti de gauche français, dont le leader Jean-Luc Mélenchon a gagné 11 % des voix aux élections présidentielles de 2012, s'est aussi engagé à soutenir les campagnes de BDS France.

[La deuxième université norvégienne écarte G4S pour son soutien à l'apartheid israélien](#)

L'université norvégienne de Bergen a choisi d'écarter G4S comme agent de sécurité à cause de son rôle dans le système carcéral israélien et dans les colonies illégales israéliennes.

[La campagne de boycott coûte de contrats universitaires à G4S](#)

Deux grandes universités britanniques ont choisi de ne pas accorder à G4S le contrôle de la sécurité des campus à la suite de campagnes des étudiants critiquant la compagnie

Décembre

[La compagnie des eaux hollandaises Vitens boycotte la société des eaux de l'État israélien](#)

Vitens, le premier fournisseur d'eau potable en Hollande, a mis fin à son accord de coopération avec la compagnie nationale des eaux d'Israël Mekorot à cause de son rôle dans le vol des eaux palestiniennes. Dans le même temps, le gouvernement hollandais prend des mesures pour empêcher qu'un forum d'affaires Israël-Hollande soit utilisé pour développer des liens avec les compagnies qui opèrent dans les colonies israéliennes illégales.

[Le gouvernement britannique avertit les milieux d'affaires sur l'entreprise illégale israélienne de colonisation](#)

Le gouvernement britannique a publié des conseils avertissant les milieux d'affaires sur les problèmes et les risques associés à la conduite d'affaires avec les colonies israéliennes illégales.

[La Roumanie stoppe l'envoi de travailleurs du bâtiment en Israël en raison des colonies](#)

Le gouvernement roumain a annoncé qu'il stoppera l'envoi de travailleurs du bâtiment en Israël si le gouvernement israélien ne s'engage pas à ce qu'ils ne travaillent pas en Cisjordanie.

[Des détaillants de Rome boycottent SodaStream](#)

La compagnie israélienne Sodastream est visée par une campagne internationale de boycott qui a comporté récemment 50 actions dans six pays.

[Les campagnes de boycott prennent leur essor en Amérique latine](#)

Les mouvements sociaux brésiliens mènent campagne contre l'accord de libre-échange entre le Mercosur et Israël, les groupes colombiens lancent une pétition Veolia et les

militants mexicains protestent contre des événements de propagande israélienne.

[Un syndicat hollandais élimine G4S pour son aide aux violations israéliennes des droits humains](#)

AbvaKabo, un syndicat hollandais de 350 000 membres, a cessé ses relations avec G4S, une société de sécurité privée qui a équipé les prisons israéliennes en Cisjordanie occupée.

Traduction: JPB pour BDS France